

# ESSENTIEL

Les clés de l'actualité  
MARS 2015

## ÉCONOMIE

### RÉDUCTION DES DÉPENSES PUBLIQUES ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

# Une conjonction singulière de problèmes pour les finances publiques françaises

---

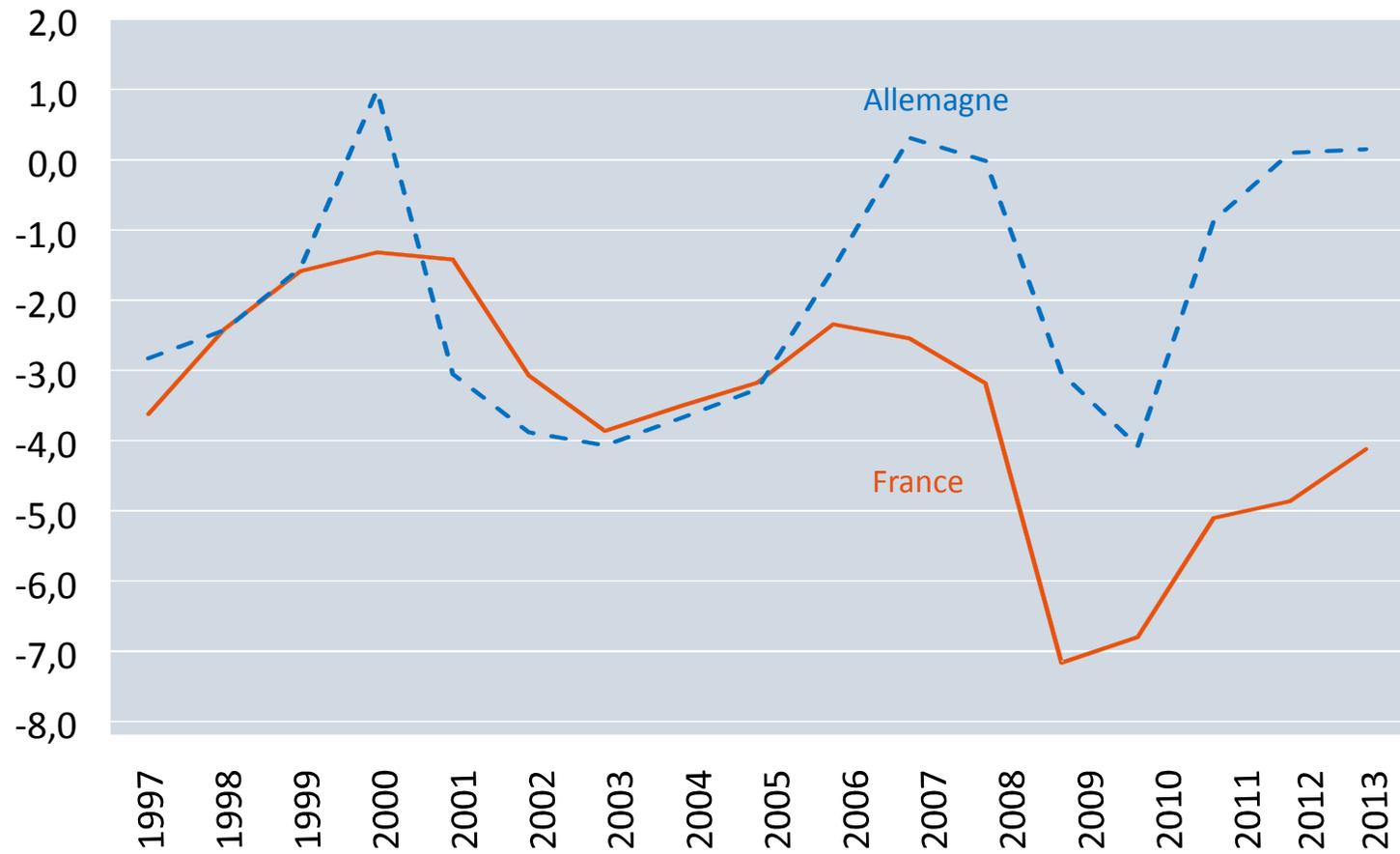
- **Des dépenses publiques très élevées** : 3<sup>ème</sup> pays de la zone euro pour leur poids dans le PIB en 2013 (après la Grèce et la Finlande).
- **Des recettes publiques très élevées** : 2<sup>ème</sup> pays de la zone euro pour leur poids dans le PIB (après la Finlande).
- **Un déficit qui dérive** : les pouvoirs publics n'ont pas tiré profit des périodes de croissance pour équilibrer les finances publiques (contrairement à l'Allemagne). Résultat : le déficit public français reste important (4,1% du PIB en 2013) et a probablement atteint 4,3 % en 2014.
- **Une dynamique de la dette publique qui n'est plus réellement soutenable** et que les marchés surveillent (bientôt 100 % du PIB !).

# Une singularité française : des dépenses, des recettes et des déficits publics simultanément élevés

Poids des dépenses publiques dans l'Union européenne			Poids des recettes publiques dans l'Union européenne			Déficits publics dans l'Union européenne	
<i>en % du PIB</i>	<b>2013</b>	<i>rang dans la ZE</i>	<i>en % du PIB</i>	<b>2013</b>	<i>rang dans la ZE</i>	<i>en % du PIB</i>	<b>2013</b>
Allemagne	38,9		Allemagne	38,4		Allemagne	-0,5
Italie	50,5		Italie	47,7		Italie	-2,8
<b>France</b>	<b>57,1</b>	<b>3</b>	<b>France</b>	<b>53,0</b>	<b>2</b>	<b>France</b>	<b>-4,1</b>
Espagne	44,3		Espagne	37,5		Espagne	-6,8
Finlande	57,8	2	Finlande	55,4	1	Finlande	-2,4
Grèce	59,2	1	Belgique	51,5		Grèce	-12,2
<i>Zone euro</i>	<i>49,4</i>		<i>Zone euro</i>	<i>46,5</i>		<i>Zone euro</i>	<i>-2,9</i>
Danemark	56,7		Suède	51,9		Suède	-1,3
Suède	53,2		Danemark	55,9		Danemark	-0,7
Royaume-Uni	45,3		Royaume-Uni	39,5		Royaume-Uni	-5,8
<i>UE à 27</i>	<i>48,5</i>		<i>UE à 27</i>	<i>45,3</i>		<i>UE à 27</i>	<i>-3,2</i>

Source : Commission européenne, automne 2014

# Solde public (en % de PIB)



Source : OCDE

## La « myopie budgétaire » de quelques raisonnements erronés

---

- Une réduction des déficits perçue comme austère et contre-productive.
- Mais le coût d'une procrastination budgétaire est très élevé. Repousser l'ajustement à plus tard revient à augmenter l'ajustement futur et à le rendre plus violent, donc plus déstabilisateur pour l'économie.
- Si l'accumulation de déficits soutenait la croissance, la France le saurait. Après 35 ans de dérive budgétaire sans sursaut de l'activité, il convient d'accepter aujourd'hui de peser sur une croissance anémique, certes, mais pour éviter une récession durable demain aux effets plus pénibles et massifs. Asymétrie des risques.
- Ne pas présenter l'assainissement budgétaire comme un « impératif catégorique » (d'autant moins que les objectifs de déficits ne sont pas respectés). Faire comprendre le bien-fondé de l'effort. Ex : la réforme des retraites de 2010 avait été « vendue » avec un argument efficace : « *C'est précisément en augmentant aujourd'hui l'âge de la retraite qu'on pourra continuer à vous les verser demain* ».

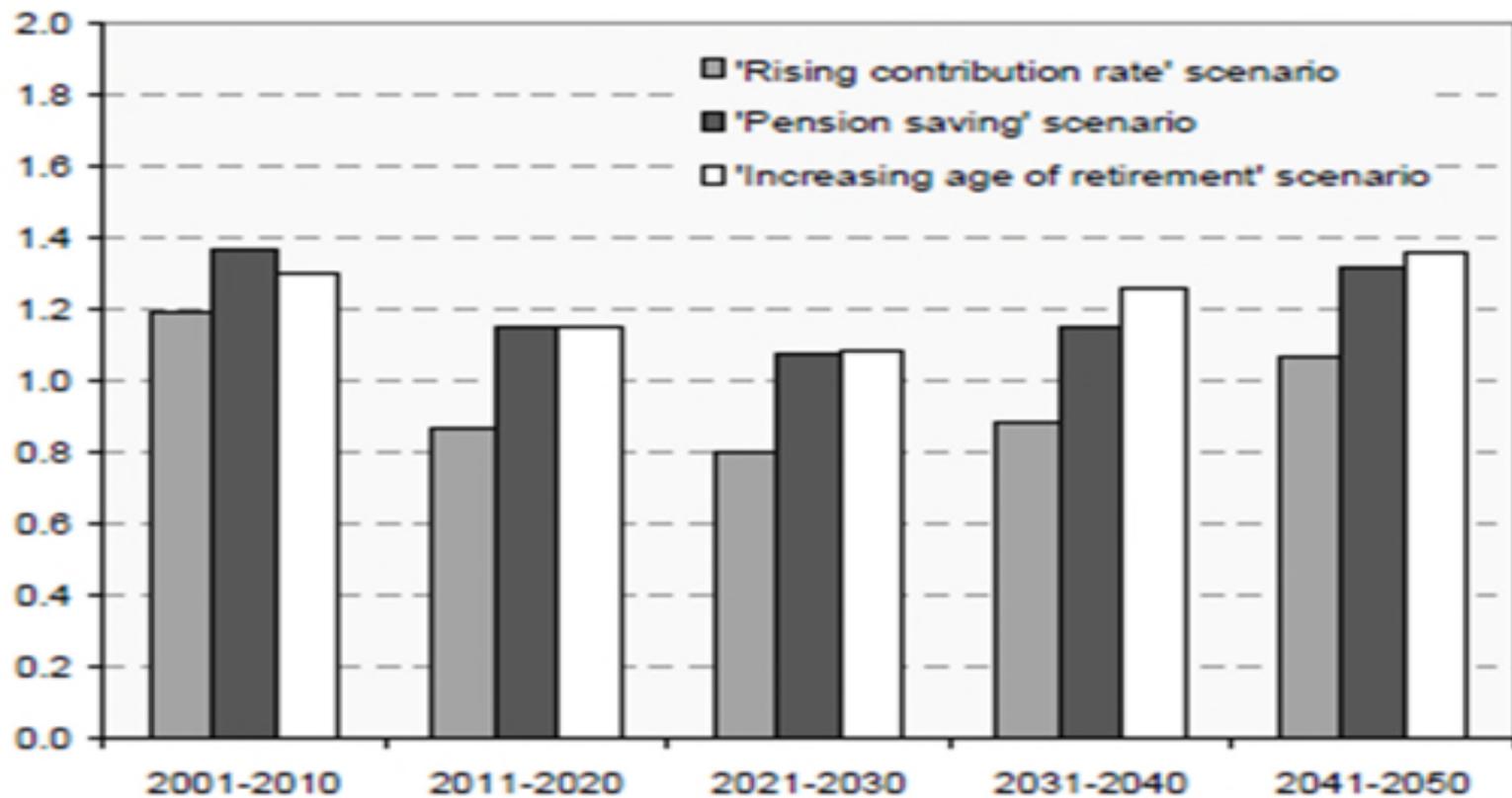
# Quelques principes pour redresser les comptes publics sans trop peser sur la croissance

---

- Accroître significativement l'âge de départ à la retraite, pratiquement la seule réforme à pouvoir simultanément diminuer les dépenses publiques tout en favorisant une accélération de la croissance à terme (env. + 0,25 %/an si âge effectif + 1,25 année par décennie).
- Réduire sensiblement les dépenses publiques les plus inutiles (masse salariale, surtout au sein des collectivités locales ; politique du logement) et préserver les dépenses créatrices de croissance à long terme (enseignement supérieur, high-tech notamment militaire).
- *A minima*, ne pas augmenter les prélèvements obligatoires à fort effet distorsif (cotisations sociales, impôt sur les sociétés) et privilégier d'abord les impôts indirects et les impôts fonciers.
- Le meilleur impôt = celui qu'on n'a pas à lever quand on a déjà réduit la dépense publique avant.

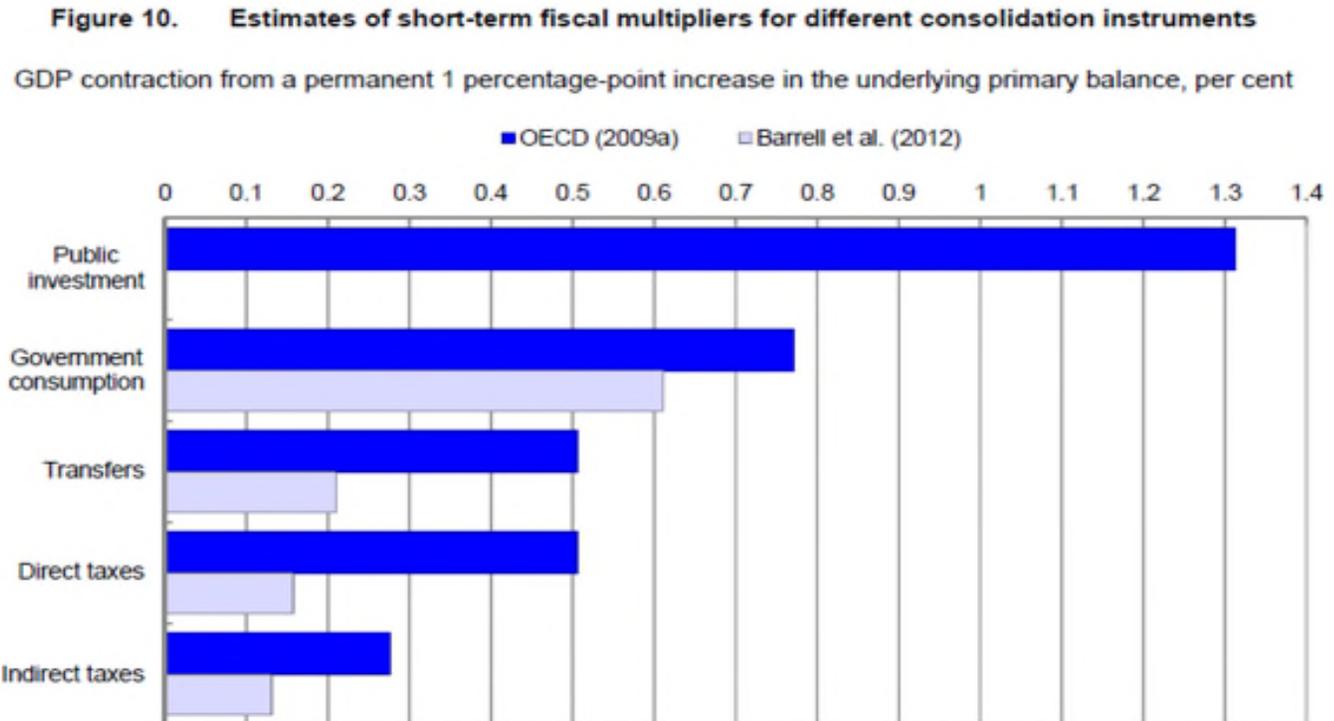
# Hausse de l'âge de la retraite : un levier de croissance à long terme en France

GDP per capita growth rate  
Percentage



Source : OCDE 2005

# Diminuer les dépenses courantes et sociales plutôt que les investissements et préférer les impôts indirects aux directs dans les pays de l'OCDE



Note: the effects plotted in the chart are unweighted averages of country estimates reported in the quoted documents. The effect is averaged over the first and second years of consolidation for OECD(2009a) estimates and refers to the first year for Barrell *et al.*'s (2012) estimates. The simulations underlying Barrell *et al.*'s (2012) multipliers assume unchanged monetary policy in the year of the fiscal shock, but they incorporate the positive output effect of a fall in long-term interest rates resulting from the anticipation of a more accommodative monetary-policy path in the years following the shock. No multiplier estimate is available for public investment in Barrell *et al.* (2012).

Source : OCDE 2013

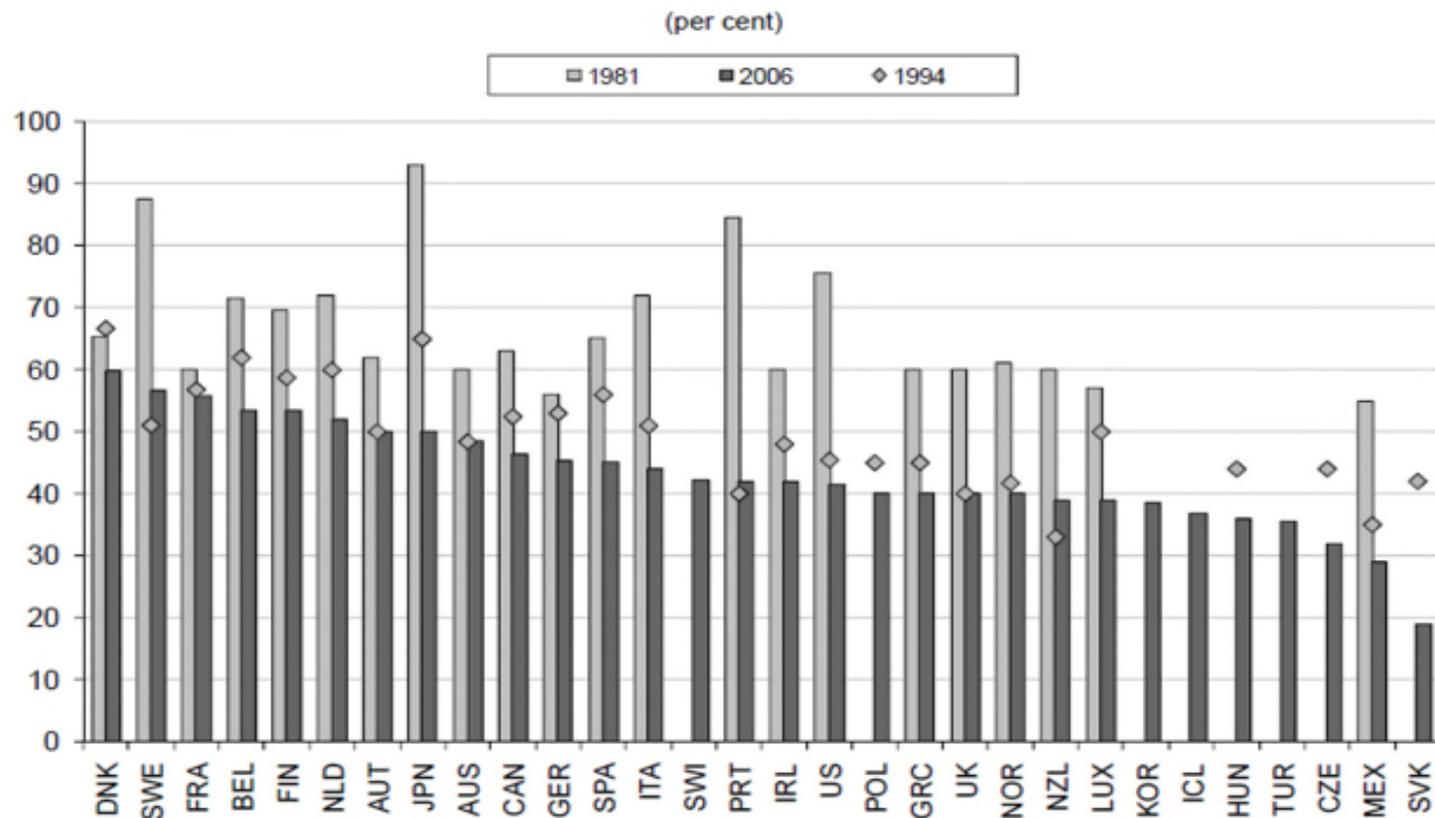
# Fiscalité et croissance

---

- Les taxes sur la consommation pèsent moins sur l'activité que l'impôt sur les sociétés.
- L'impôt sur les sociétés est spécialement nocif pour le développement des activités à haut risque entrepreneurial et forte valeur ajoutée.
- Des impôts très progressifs pèsent davantage sur la croissance et la productivité, notamment parce qu'ils découragent l'entrepreneuriat.
- Lien empirique mesuré entre :
  - baisse du taux marginal de l'impôt sur le revenu et du taux moyen de l'impôt sur les sociétés d'une part,
  - hausse de la productivité globale d'autre part.

# Le taux marginal d'impôt sur le revenu et ses effets distorsifs

Figure 5. Top statutory personal income tax rates on wage income



Source: OECD Taxing Wages 2006.

# Panorama des effets théoriques des dépenses publiques

---

- **Dépenses d'assurance-maladie** : elles soutiennent la consommation des bas revenus, contribuent au maintien de la productivité de la main d'œuvre.
- **Investissements publics** : les études concluent à un effet net favorable sur la croissance (y.c. en tenant compte des effets défavorables des impôts qui les financent).
- **Pensions de retraites** : cf supra : augmenter l'âge de la retraite soutient significativement la croissance.
- **Assurance chômage** : ces dépenses ont tendance à accroître le taux de chômage moyen. Réforme Hartz IV en Allemagne.
- **Subventions à la production** (agriculture...).
- **Impôts fonciers** : peu d'effets distorsifs (la base taxable ne disparaît pas, mais il faut qu'elle soit bien évaluée).

# Le cas spécifique des investissements publics militaires

- Modèle INSEE/Min. économie : effet multiplicateur sur le PIB d'un investissement public générique (pas forcément militaire) : 1,1 au bout d'un an, 1,3 au bout de 3 ans.
- Modèle VAR : Ramey (2008) - approche statistique sur données américaines. Effet multiplicateur sur le PIB des dépenses militaires : 1,5 à court et moyen terme. Cité par le FMI dans son analyse fournie au G20 de mai 2009.
- Monographie industrielle : Oxford Economics sur BAE (2005 et 2009). Effet multiplicateur sur le PIB de la R&D militaire de BAE : entre 1,4 et 1,7 à terme.
- Effet d'entraînement sur la R&D privée de dispositifs publics encourageant l'innovation. 1€ de dépense fiscale (de type crédit d'impôt recherche, soutien à la R&D privée) génère au moins 2€ d'investissement privé en R&D - qui à son tour accélère le PIB.

Au total, effet multiplicateur moyen de l'ordre de 1 ½ pour des investissements militaires *high tech*. Le maintien des investissements militaires - s'ils sont ciblés sur les *high tech* - constitue probablement un élément d'une consolidation budgétaire efficace.

# Études empiriques sur l'effet des dépenses publiques

---

Sur données statistiques, Barbiero et Cournède (2013) confirment globalement :

- ... l'effet de soutien à la croissance de la plupart des investissements publics...
- ... un effet ambigu des dépenses d'assurance-maladie...
- ... et un effet défavorable sur l'activité des dépenses publiques liée à la politique du logement.

# CONCLUSION

---

Plutôt que des éléments de langage doloristes, privilégier un discours **du relèvement de l'efficacité de la dépense publique** qui est tout aussi pertinent et pas moins responsable.

- En période de restriction budgétaire, ne pas réduire les catégories de dépenses publiques qui ont un effet favorable sur la croissance, mais les *préserver* :
- Diminuer *beaucoup plus* les dépenses sans effet favorable sur la croissance.
- Eviter la vraie-fausse bonne idée du « *rabot budgétaire* ».
- Ne toucher aux impôts qu'en dernier ressort, et ne plus toucher aux impôts directs.

# ÉCONOMIE

*Les séries statistiques sont issues de la banque de données  
de L'OCDE*

